

Éditorial : et de douze!

Autor(en): **Ulmann, Gérard**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **65 (1985)**

Heft 2

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Et de douze !

L'Europe marche vers l'unité, d'un pas cahotant certes, pas toujours très assuré, mais elle avance. C'est une Europe des neuf jusqu'en 1981, année où la Grèce vint rejoindre le peloton, et dès janvier prochain le club aura douze membres avec l'arrivée de toute la péninsule Ibérique.

Et la Suisse ?

Sans parler de sa position géographique, au cœur de l'Europe, il faut savoir que dans ses échanges avec la CEE, la Confédération exporte pour 30,5 milliards de francs suisses, le 63 % de ses exportations, et importe pour 46,4 milliards permettant à l'Europe des dix de réaliser un excédent de 16 milliards, de quoi compenser la moitié du déficit enregistré avec le Japon. En tant que deuxième client de la CEE, la Suisse a obtenu il est vrai quelques égards.

Une adhésion de la Suisse est-elle possible ? A court et moyen terme non, et ceci pour trois raisons. Premièrement, la CEE poursuit le but lointain d'une union politique, objectif réputé incompatible avec la neutralité suisse. Deuxièmement, superprotégée, l'agriculture helvétique ne peut survivre à l'ouverture des frontières. Troisièmement, la Suisse ne peut, sous prétexte de la libre-circulation des personnes, admettre un surcroît de main-d'œuvre étrangère.

Les accords de 1972 donnent, sauf dans quelques cas, aux produits suisses le statut européen, donc plus d'obstacles douaniers. Mais les voies de l'exportation ne sont pas pour autant complètement dégagées, restent les obstacles dits « non-tarifaires » tels que les réglementations spéciales, normes de sécurité, prescriptions d'étiquetage. Il faut maintenant éviter que par une politique passive, qui tendrait simplement à une harmonisation unilatérale décidée à Bruxelles, la Suisse se trouve écartée du processus d'élaboration de ces normes impliquant une perte réelle de souveraineté et donc d'indépendance.

La seule voie pour la Suisse est donc de participer à toutes les commissions, organismes européens, de jouer la carte de l'Europe sur les plans monétaire, industriel, technologique et scientifique. En un mot d'avoir une politique d'intégration active. Que le terme soit de l'invention de Monsieur Sommaruga, directeur de l'Office fédéral des Affaires économiques extérieures, laisse augurer que dans cette bataille, Berne semble avoir oublié son nombrilisme.

Gérard ULMANN.